

ELVINGER HOSS

LUXEMBOURG LAW

Registre des bénéficiaires effectifs Register of beneficial owners

Janvier 2020 – January 2020



TABLE DES MATIÈRES – TABLE OF CONTENTS	4
Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs.....	7
Règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.....	18
Luxembourg Law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners	22
Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as the access to the information registered in the Register of beneficial owners	33

TABLE DES MATIÈRES – TABLE OF CONTENTS

Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs.....	7
Chapitre 1^{er} - Définitions	7
Art. 1 ^{er}	7
Chapitre 2 - Création du Registre des bénéficiaires effectifs.....	10
Art. 2	10
Chapitre 3 - Inscription et conservation des informations sur les bénéficiaires effectifs dans le Registre des bénéficiaires effectifs	10
Art. 3	10
Art. 4	11
Art. 5	11
Art. 6	12
Art. 7	12
Art. 8	12
Art. 9	13
Art. 10.	13
Chapitre 4 - Accès au Registre des bénéficiaires effectifs	13
Art. 11.	13
Art. 12.	13
Art. 13.	13
Art. 14.	14
Art. 15.	14
Chapitre 5 - Dispositions particulières concernant le fonctionnement du Registre des bénéficiaires effectifs .	14
Art. 16.	14
Chapitre 6 - Fourniture, obtention et conservation des informations sur les bénéficiaires effectifs	15
Art. 17.	15
Art. 18.	15
Art. 19.	15
Chapitre 7 - Dispositions pénales	15
Art. 20.	15
Art. 21.	15
Chapitre 8 - Dispositions modificatives	16
Art. 22.	16
Art. 23.	16
Art. 24.	16
Art. 25.	16
Art. 26.	16
Chapitre 9 - Disposition transitoire.....	16
Art. 27.	16
Chapitre 10 - Intitulé de citation.....	17
Art. 28.	17
Chapitre 11 - Entrée en vigueur.....	17
Art. 29.	17

Règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.....	18
Chapitre 1^{er} - Modalités d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs	18
Art. 1 ^{er}	18
Art. 2	18
Art. 3	18
Art. 4	18
Art. 5	18
Art. 6	19
Chapitre II - Accès aux informations	19
Art. 7	19
Art. 8	19
Art. 9	19
Art. 10.	19
Chapitre III - Modalités de paiement	20
Art. 11.	20
Art. 12.	20
Chapitre IV - Dispositions transitoires et finales	20
Art. 13.	20
Art. 14.	20
Art. 15.	20
Annexe A - Tarifs	21
Luxembourg Law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners	22
Chapter 1 - Definitions	22
Art. 1	22
Chapter 2 - Creation of the Register of beneficial owners	25
Art. 2	25
Chapter 3 - Registration and preservation of the information on beneficial owners in the Register of beneficial owners	25
Art. 3	25
Art. 4	26
Art. 5	26
Art. 6	27
Art. 7	27
Art. 8	27
Art. 9	28
Art. 10.	28
Chapter 4 - Access to the Register of beneficial owners	28
Art. 11.	28
Art. 12.	28
Art. 13.	28
Art. 14.	29
Art. 15.	29
Chapter 5 - Special provisions regarding the operation of the Register of beneficial owners	29
Art. 16.	29

TABLE DES MATIÈRES – TABLE OF CONTENTS

Chapter 6 - Provision, obtainment and preservation of information on beneficial owners	30
Art. 17.....	30
Art. 18.....	30
Art. 19.....	30
Chapter 7 - Criminal law provisions.....	30
Art. 20.....	30
Art. 21.....	30
Chapter 8 - Amending provisions	31
Art. 22.....	31
Art. 23.....	31
Art. 24.....	31
Art. 25.....	31
Art. 26.....	31
Chapter 9 - Transitional provision	32
Art. 27.....	32
Art. 28.....	32
Art. 29.....	32
Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as the access to the information registered in the Register of beneficial owners	33
Chapter I - Arrangements regarding registration in the Register of beneficial owners.....	33
Art. 1.....	33
Art. 2.....	33
Art. 3.....	33
Art. 4.....	33
Art. 5.....	33
Art. 6.....	34
Chapter II - Access to information	34
Art. 7.....	34
Art. 8.....	34
Art. 9.....	34
Art. 10.....	34
Chapter III - Arrangements regarding payment	35
Art. 11.....	35
Art. 12.....	35
Chapter IV - Transitional and final provisions	35
Art. 13.....	35
Art. 14.....	35
Art. 15.....	35
Annex A - Tarifs	36

Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs

Chapitre 1^{er} - Définitions

Art. 1^{er}.

Pour l'application de la présente loi on entend par :

1° « Registre des bénéficiaires effectifs » : le fichier dans lequel sont conservées les informations sur les bénéficiaires effectifs ;

2° « gestionnaire » : le groupement d'intérêt économique Luxembourg Business Registers ;

3° « bénéficiaire effectif » : le bénéficiaire effectif défini à l'article 1^{er}, paragraphe 7, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

[Par « bénéficiaire effectif » au sens de la présente loi [du 12 novembre 2004], est désigné toute personne physique qui, en dernier ressort, possède ou contrôle le client ou toute personne physique pour laquelle une transaction est exécutée ou une activité réalisée. La notion de bénéficiaire effectif comprend au moins :

a) *dans le cas des sociétés :*

i) *toute personne physique qui, en dernier ressort, possède ou contrôle une entité juridique, du fait qu'elle possède directement ou indirectement un pourcentage suffisant d'actions ou de droits de vote ou d'une participation au capital dans cette entité, y compris par le biais d'actions au porteur ou d'un contrôle par d'autres moyens, autre qu'une société cotée sur un marché réglementé qui est soumise à des obligations de publicité compatibles avec le droit de l'Union européenne ou à des normes internationales équivalentes qui garantissent la transparence adéquate pour les informations relatives à la propriété. Une participation dans l'actionnariat à hauteur de 25 pour cent des actions plus une ou une participation au capital de plus de 25 pour cent dans le client, détenue par une personne physique, est un signe de propriété directe. Une participation dans l'actionnariat à hauteur de 25 pour cent des actions plus une ou une participation au capital de plus de 25 pour cent dans le client, détenue par une société, qui est contrôlée par une ou plusieurs personnes physiques, ou par plusieurs sociétés, qui sont contrôlées par la ou les mêmes personnes physiques, est un signe de propriété indirecte ;*

ii) *si, après avoir épousé tous les moyens possibles et pour autant qu'il n'y ait pas de motif de suspicion, aucune des personnes visées au point i) n'est identifiée, ou s'il n'est pas certain que la ou les personnes identifiées soient les bénéficiaires effectifs, toute personne physique qui occupe la position de dirigeant principal ;*

b) *dans le cas des fiducies et des trusts :*

i) *le constituant ;*
ii) *tout fiduciaire ou trustee ;*
iii) *le protecteur, le cas échéant ;*
iv) *les bénéficiaires ou, lorsque les personnes qui seront les bénéficiaires de la construction ou de l'entité juridique n'ont pas encore été désignées, la catégorie de personnes dans l'intérêt principal de laquelle la construction ou l'entité juridique a été constituée ou opère ;*
v) *toute autre personne physique exerçant le contrôle en dernier ressort sur la fiducie ou le trust par propriété directe ou indirecte ou par d'autres moyens ;*

c) *pour les entités juridiques telles que les fondations, et les constructions juridiques similaires à des fiducies ou à des trusts, toute personne physique occupant des fonctions équivalentes ou similaires à celles visées au point b).]*

4° « entité immatriculée » : les entités immatriculées au Registre de commerce et des sociétés visées à l'article 1^{er}, points 2° à 15°, de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

*[2° les sociétés commerciales à l'exception des sociétés commerciales momentanées et des sociétés commerciales en participation ;
3° les groupements d'intérêt économique ;
4° les groupements européens d'intérêt économique ;
5° les succursales créées au Grand-Duché de Luxembourg par des sociétés commerciales et civiles, des groupements d'intérêt économique et des groupements européens d'intérêt économique, relevant du droit d'un autre Etat ;
6° les sociétés civiles ;
7° les associations sans but lucratif ;
8° les fondations ;
9° les associations d'épargne pension ;
10° les associations agricoles ;
11° les établissements publics de l'Etat et des communes ;
12° les associations d'assurances mutuelles ;
13° les sociétés en commandite spéciale ;
14° les fonds communs de placement ;
(Loi du 1^{er} août 2019)
« 15° les mutuelles ; »
16^{o1} les autres personnes morales et entités dont l'immatriculation est prévue par la loi.]*

5° « autorité nationale » : les autorités, administrations et entités suivantes :

- a) le procureur général d'État, les procureurs d'État ainsi que les membres de leurs parquets ;
- b) les juges d'instruction ;
- c) la cellule de renseignement financier ;
- d) les officiers de police judiciaire visés à l'article 10 du Code de procédure pénale et agréés par le directeur général de la Police grand-ducale ;
- e) la Commission de surveillance du secteur financier ;
- f) le Commissariat aux assurances ;
- g) l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA ;
- h) l'Administration des douanes et accises ;
- i) le Service de renseignement de l'Etat ;
- j) l'Administration des contributions directes ;
- k) le Ministère des affaires étrangères et européennes dans le cadre de ses compétences spécifiques en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
- l) le Ministère des finances dans le cadre de ses compétences spécifiques en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
- m) l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit ;

6° « professionnels » : les personnes visées à l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

[Art. 2. Champ d'application

(1) Le présent titre s'applique aux personnes morales ou physiques suivantes :

1. les établissements de crédit et professionnels du secteur financier (PSF) agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

1bis. les personnes physiques et morales bénéficiant d'une dérogation conformément à l'article 48 ou 48-1 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

2. les entreprises d'assurances agréées ou autorisées à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, pour ce qui concerne des opérations relevant de

¹ À la suite de la renumérotation du point 15° figurant à l'article 1 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 en point 16° par la loi du 1^{er} août 2019 concernant les mutuelles, le renvoi inchangé par le point 4° de l'article 1 de la loi RBE aux points 2° à 15° de l'article 1 de la loi de 2002 ne couvre plus ces « autres personnes morales et entités » figurant dorénavant au point 16° de l'article 1 de la loi de 2002.

l'annexe II de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances et les intermédiaires d'assurances agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, lorsqu'ils s'occupent d'assurance vie et d'autres services liés à des placements ;

2bis. Les professionnels du secteur de l'assurance agréés à exercer leur activité au Luxembourg en vertu de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

3. les fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances ;

4. les organismes de placement collectif et les sociétés d'investissement en capital à risque qui commercialisent leurs parts, titres ou parts d'intérêts et qui sont visés par la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ou par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ou par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) ;

5. les sociétés de gestion visées par la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et qui commercialisent des parts, des titres ou des parts d'intérêts d'organismes de placement collectif ou qui exercent des activités additionnelles ou auxiliaires au sens de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

6. les fonds de pension sous la surveillance prudentielle de la Commission de surveillance du secteur financier ;

6bis. les gestionnaires et conseillers des organismes de placement collectif, des sociétés d'investissement à capital à risque et des fonds de pension ;

6ter. les organismes de titrisation lorsqu'ils exercent des activités de prestataire de service aux sociétés et aux fiducies ;

6quater. les entreprises d'assurance, de réassurance et leurs intermédiaires lorsqu'ils réalisent des opérations de crédit ou de caution ;

6quinquies. les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs régis par la loi du 12 juillet 2013 relative aux fonds d'investissement alternatifs et qui commercialisent des parts, titres ou parts d'intérêts de fonds d'investissement alternatifs ou qui exercent des activités additionnelles ou auxiliaires au sens de l'article 5, paragraphe (4) de la loi du 12 juillet 2013 relative aux fonds d'investissement alternatifs ;

6sexies. toute personne exerçant l'activité de Family Office au sens de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office ;

7. les autres établissements financiers qui exercent leurs activités au Luxembourg ;

8. les réviseurs d'entreprises, réviseurs d'entreprises agréés, cabinets de révision et cabinets de révision agréés au sens de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit ;

9. les experts-comptables au sens de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

9bis. les professionnels de la comptabilité au sens de l'article 2 paragraphe (2) point d) de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;

10. les agents immobiliers, au sens de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, établis ou agissant au Luxembourg ;

11. les notaires au sens de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

11bis. les huissiers de justice au sens de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice lorsqu'ils procèdent aux prisées et ventes publiques de meubles, effets mobiliers et récoltes ;

12. les avocats au sens de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, lorsqu'ils :

a) assistent leur client dans la préparation ou la réalisation de transactions concernant :

i) l'achat et la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales,

ii) la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs, appartenant au client,

- iii) l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires ou d'épargne ou de portefeuilles,*
- iv) l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés,*
- v) la constitution, la domiciliation, la gestion ou la direction de fiducies, de sociétés ou de structures similaires,*
- b) ou agissent au nom de leur client et pour le compte de celui-ci dans toute transaction financière ou immobilière ;*
- c) ou fournissent l'un des services de prestataire de services aux sociétés et fiducies ;*
- d) ou exercent une activité de Family Office.*

13. les personnes autres que celles énumérées ci-dessus qui exercent à titre professionnel au Luxembourg l'activité de conseil fiscal, de conseil économique ou l'une des activités décrites sous a) et b) du point 12 ;

13bis. les personnes autres que celles énumérées ci-dessus qui exercent à titre professionnel au Luxembourg l'activité d'un prestataire de services aux sociétés et fiducies ;

14. les prestataires de services de jeux d'argent et de hasard régis par la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives qui agissent dans l'exercice de leur activité professionnelle ;

14bis. les opérateurs en zone franche autorisés à exercer leur activité en vertu d'un agrément de l'Administration des douanes et accises dans l'enceinte de la zone franche douanière communautaire du type contrôle I siége dans la commune de Niederanven section B Senningen au lieu dit Parishaff L-2315 Senningerberg (Hoehenhof).

15. d'autres personnes physiques ou morales négociant des biens, seulement dans la mesure où les paiements sont effectués ou reçus en espèces pour un montant de 10.000 euros au moins, que la transaction soit effectuée en une fois ou sous la forme d'opérations fractionnées qui apparaissent liées.

(2) Les établissements de crédit, ainsi que toutes les autres personnes énumérées ci-dessus sont toutes désignées ci-après par « les professionnels ».

Le champ d'application du présent titre et partant la notion de professionnel comprend également les succursales au Luxembourg de professionnels étrangers ainsi que les professionnels de droit étranger qui fournissent des prestations de service au Luxembourg sans y établir de succursale.]

Chapitre 2 - Crédit du Registre des bénéficiaires effectifs

Art. 2.

Il est établi sous l'autorité du ministre ayant la Justice dans ses attributions un registre dénommé « Registre des bénéficiaires effectifs », en abrégé « RBE », qui a pour finalités la conservation et la mise à disposition des informations sur les bénéficiaires effectifs des entités immatriculées.

Chapitre 3 - Inscription et conservation des informations sur les bénéficiaires effectifs dans le Registre des bénéficiaires effectifs

Art. 3.

(1) Les informations suivantes sur les bénéficiaires effectifs des entités immatriculées doivent être inscrites et conservées dans le Registre des bénéficiaires effectifs :

- 1° le nom ;
- 2° le(s) prénom(s) ;
- 3° la (ou les) nationalité(s) ;
- 4° le jour de naissance ;
- 5° le mois de naissance ;

- 6° l'année de naissance ;
7° le lieu de naissance ;
8° le pays de résidence ;
9° l'adresse privée précise ou l'adresse professionnelle précise mentionnant :
- a) pour les adresses au Grand-Duché de Luxembourg : la résidence habituelle figurant dans le registre national des personnes physiques ou, pour les adresses professionnelles, la localité, la rue et le numéro d'immeuble figurant au Registre national des localités et des rues, tel que prévu par l'article 2, lettre g) de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie, ainsi que le code postal ;
 - b) pour les adresses à l'étranger : la localité, la rue et le numéro d'immeuble à l'étranger, le code postal et le pays ;
- 10° pour les personnes inscrites au Registre national des personnes physiques : le numéro d'identification prévu par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques ;
11° pour les personnes non résidentes non inscrites au Registre National des Personnes Physiques : un numéro d'identification étranger ;
12° la nature des intérêts effectifs détenus ;
13° l'étendue des intérêts effectifs détenus.

(2) Par exception au paragraphe 1^{er}, les sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un autre pays tiers imposant des obligations reconnues comme équivalentes par la Commission européenne au sens de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE inscrivent uniquement le nom du marché réglementé sur lequel leurs titres sont admis à la négociation.

Art. 4.

(1) L'inscription des informations visées à l'article 3 et de leurs modifications doit être demandée par l'entité immatriculée ou par son mandataire, dans le délai d'un mois à compter du moment où l'entité immatriculée a pris connaissance ou aurait dû prendre connaissance de l'événement qui rend nécessaire l'inscription ou sa modification. Le notaire, rédacteur de l'acte constitutif ou de tout acte modificatif de l'entité immatriculée peut également demander l'inscription des informations visées à l'article 3 et leurs modifications.

(2) Les informations visées à l'article 3 doivent être adéquates, exactes et actuelles.

(3) La demande d'inscription des informations visées à l'article 3 et de leurs modifications comprend les pièces justificatives qui sont fixées par règlement grand-ducal.²

Art. 5.

(1) Le ministre ayant la Justice dans ses attributions a la qualité de responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

(2) Le gestionnaire est chargé de l'inscription, de la sauvegarde, de la gestion administrative et de la mise à disposition des informations sur les bénéficiaires effectifs conformément aux dispositions de la présente loi.

Le gestionnaire a la qualité de sous-traitant du fichier au sens du règlement (UE) 2016/679 précité.

(3) Sans préjudice des autres voies de communication prévues par la présente loi, toute communication entre le gestionnaire et l'entité immatriculée se fait par voie électronique sécurisée laissant une trace de l'envoi.

(4) Le gestionnaire n'est pas responsable du contenu de l'information inscrite.

(5) Le gestionnaire peut inscrire les informations sur les bénéficiaires effectifs d'une entité immatriculée dans le Registre des bénéficiaires effectifs à la demande et pour compte de l'entité immatriculée.

² Voir article 5 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

(6) Le Centre des technologies de l'information de l'État est chargé de la gestion informatique du fichier au sens du règlement (UE) 2016/679 précité.

(7) Le Centre des technologies de l'information de l'État a également la qualité de sous-traitant du fichier au sens du règlement (UE) 2016/679 précité.

Art. 6.

(1) La demande d'inscription visée à l'article 4, paragraphes 1^{er} et 3, s'effectue par voie électronique sur le site internet du gestionnaire selon des modalités à fixer par règlement grand-ducal.³

(2) Le gestionnaire est tenu de procéder aux inscriptions prescrites par la loi dans un délai de trois jours ouvrables suivant le dépôt de la demande d'inscription visée à l'article 4, paragraphes 1^{er} et 3.

Art. 7.

(1) Le gestionnaire refuse toute demande d'inscription incomplète ou non conforme aux dispositions légales et réglementaires. Le gestionnaire refuse également d'inscrire ou de modifier les informations qui ne correspondent pas aux pièces justificatives.

En cas de refus de la demande d'inscription par le gestionnaire pour une des raisons visées à l'alinéa précédent, le gestionnaire demande à l'entité immatriculée concernée ou, le cas échéant, à son mandataire de régulariser sa demande en complétant, en modifiant ou en retirant les informations faisant l'objet de la demande de l'entité immatriculée, ou en introduisant les pièces justificatives requises.

L'entité immatriculée concernée dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date d'émission de la demande de régularisation du gestionnaire pour s'y conformer.

(2) Si la demande n'est toujours pas conforme aux dispositions légales et réglementaires ou si les informations ou pièces justificatives manquantes n'ont toujours pas été fournies dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le gestionnaire notifie à l'entité immatriculée concernée son refus d'inscription. Le refus doit être motivé. Il doit mentionner la possibilité pour l'entité immatriculée de former un recours juridictionnel en lui indiquant le juge compétent, la procédure à respecter et le délai.

Les notifications sont opérées par le gestionnaire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

(3) Un recours contre la décision d'inscription ou de refus d'inscription est ouvert à toute personne intéressée. Le recours est porté devant le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale pour les commerçants et devant le président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière civile pour les personnes visées à l'article 1^{er}, points 6°, 7°, 8°, 10° et 11°, de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

L'action est introduite et jugée comme en matière de référé conformément aux articles 934 à 940 du Nouveau Code de procédure civile.

(4) Toute décision coulée en force de chose jugée ordonnant une inscription ou une modification d'une inscription est exécutée par le gestionnaire.

En cas de confirmation du refus d'inscription du gestionnaire par une décision coulée en force de chose jugée, l'entité immatriculée concernée dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signification de la décision afin de conformer sa demande à la loi ou de fournir les informations manquantes.

À défaut pour l'entité immatriculée de conformer sa demande aux dispositions légales et réglementaires ou de fournir les informations manquantes, le gestionnaire transmet le dossier de l'entité immatriculée concernée au procureur d'État.

Art. 8.

(1) Toute personne disposant d'un accès aux informations du Registre des bénéficiaires effectifs en application de l'article 11 ainsi que tout professionnel sont tenus d'informer le gestionnaire dès qu'ils constatent soit

³ Voir chapitre 1 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

l'existence de données erronées ou le défaut de tout ou partie des données dans le Registre des bénéficiaires effectifs, soit le défaut d'une inscription, d'une modification ou d'une radiation, dans un délai de trente jours à partir de cette constatation.

(2) La procédure de l'article 9 est applicable.

(3) Pendant la durée de la procédure de l'article 9, une mention spécifique relative à la constatation visée au paragraphe 1^{er} est portée par le gestionnaire dans le Registre des bénéficiaires effectifs.

Art. 9.

(1) Dans les cas visés à l'article 8, paragraphe 1^{er}, le gestionnaire adresse par lettre simple une demande de fourniture ou de mise à jour des informations inscrites aux entités immatriculées.

(2) Outre les cas visés à l'article 8, paragraphe 1^{er}, le gestionnaire peut adresser par lettre simple une demande de fourniture ou de mise à jour des informations inscrites aux entités immatriculées.

(3) Les entités immatriculées concernées par une demande du gestionnaire au sens des paragraphes 1^{er} ou 2 doivent vérifier leurs inscriptions et répondre au gestionnaire, selon une procédure fixée par le gestionnaire.

(4) À défaut de réponse dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la demande du gestionnaire à l'entité immatriculée, le gestionnaire transmet le dossier de l'entité immatriculée concernée au procureur d'État.

Art. 10.

(1) Les informations visées à l'article 3 ainsi que les demandes d'inscription sont conservées par le Registre des bénéficiaires effectifs pendant cinq ans après la date de la radiation de l'entité immatriculée du Registre de commerce et des sociétés.

(2) Les pièces justificatives visées à l'article 4, paragraphe 3, sont conservées par le Registre des bénéficiaires effectifs pendant cinq ans.

Chapitre 4 - Accès au Registre des bénéficiaires effectifs

Art. 11.

(1) Dans l'exercice de leurs missions, les autorités nationales ont accès aux informations visées à l'article 3.

(2) Les modalités de mise en œuvre concernant l'octroi des accès des autorités nationales sont fixées par règlement grand-ducal.⁴

Art. 12.

L'accès aux informations visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, points 1° à 8°, 12° et 13° est ouvert à toute personne.

Art. 13.

(1) L'accès en consultation au Registre des bénéficiaires effectifs des autorités et personnes visées aux articles 11 et 12 s'effectue par voie électronique selon des modalités d'accès fixées par règlement grand-ducal.

Les critères de recherche sont fixés par règlement grand-ducal.⁵

(2) Le système informatique, par lequel l'accès au Registre des bénéficiaires effectifs des autorités visées à l'article 11 est opéré, doit être aménagé de sorte que l'accès aux fichiers soit sécurisé moyennant une authentification forte, que les informations relatives à la personne ayant procédé à la consultation, les informations consultées, la date, l'heure et la référence du dossier dans le cadre duquel la consultation a été effectuée, ainsi que le motif précis de la consultation puissent être retracés. Les données de journalisation doivent être conservées pendant un délai de cinq ans à partir de leur enregistrement, délai après lequel elles

⁴ Voir article 8 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

⁵ Voir articles 7 et 8 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

sont effacées.

(3) Aucune information sur une consultation des données par une autorité visée à l'article 11 ne peut être communiquée aux entités immatriculées ou aux bénéficiaires effectifs.

Le gestionnaire s'assure que la consultation de données du Registre des bénéficiaires effectifs est opérée sans en alerter l'entité immatriculée concernée ou ses bénéficiaires effectifs.

Art. 14.

Le gestionnaire émet des extraits en format électronique ou en format papier comportant les informations visées à l'article 3 dans les conditions prévues aux articles 11 et 12.⁶

Art. 15.

(1) Une entité immatriculée ou un bénéficiaire effectif peuvent demander, au cas par cas et dans les circonstances exceptionnelles ci-après, sur la base d'une demande dûment motivée adressée au gestionnaire, de limiter l'accès aux informations visées à l'article 3 aux seules autorités nationales, aux établissements de crédit et aux établissements financiers ainsi qu'aux huissiers et aux notaires agissant en leur qualité d'officier public, lorsque cet accès exposerait le bénéficiaire effectif à un risque disproportionné, au risque de fraude, d'enlèvement, de chantage, d'extorsion, de harcèlement, de violence ou intimidation ou lorsque le bénéficiaire effectif est un mineur ou est autrement frappé d'incapacité.⁷

(2) Le gestionnaire limite provisoirement l'accès aux informations visées à l'article 3 aux seules autorités nationales dès la réception de la demande jusqu'à la notification de sa décision, et, en cas de refus de la demande, pour une durée supplémentaire de quinze jours. En cas de recours contre une décision de refus, la limitation d'accès aux informations est maintenue jusqu'à ce que la décision de refus ne soit plus susceptible de voie de recours.

(3) Une limitation d'accès aux informations ne peut être accordée que pour la durée des circonstances qui la justifient sans dépasser une période maximale de trois ans. Elle peut être renouvelée par décision du gestionnaire, sur base d'une demande de renouvellement motivée de l'entité immatriculée ou du bénéficiaire effectif, adressée au gestionnaire au plus tard un mois avant la date d'expiration de la limitation.

(4) Un avis renseignant la limitation d'accès aux informations et la date de décision afférente, est publié au Registre des bénéficiaires effectifs par son gestionnaire.

(5) Tout intéressé qui entend contester une décision du gestionnaire prise en vertu des paragraphes 2 ou 3, peut introduire un recours conformément aux dispositions de l'article 7, paragraphe 3, contre cette décision dans un délai de 15 jours à compter de la publication de l'avis mentionné au paragraphe 4.

L'article 7, paragraphe 4 est applicable.

Chapitre 5 - Dispositions particulières concernant le fonctionnement du Registre des bénéficiaires effectifs

Art. 16.

La rémunération du gestionnaire pour les coûts de fonctionnement et d'utilisation du registre des bénéficiaires effectifs est fixée par règlement grand-ducal dans la limite des coûts de fonctionnement et d'utilisation encourus.⁸

⁶ Voir article 9 du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

⁷ Il existe un débat sur la question de savoir si le législateur a voulu dire « [...] exposerait le bénéficiaire effectif à un risque disproportionné de fraude, d'enlèvement, de chantage, d'extorsion [...] ».

⁸ Voir annexe A du règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

Chapitre 6 - Fourniture, obtention et conservation des informations sur les bénéficiaires effectifs

Art. 17.

- (1) Tout bénéficiaire effectif d'une entité immatriculée, doit fournir à celle-ci les informations nécessaires pour qu'elle puisse satisfaire aux obligations lui incombant en vertu des articles 3, 4, 7 et 9.
- (2) Les entités immatriculées doivent obtenir et conserver, au lieu de leur siège, les informations sur leurs bénéficiaires effectifs visées à l'article 3, ainsi que les pièces justificatives afférentes.
- (3) Ces informations doivent être adéquates, exactes et actuelles.
- (4) En cas de radiation du Registre de commerce et des sociétés suite à la dissolution d'une entité immatriculée, l'entité immatriculée doit désigner l'endroit où seront conservées les informations visées à l'article 3 ainsi que les pièces justificatives afférentes pendant cinq ans après la date de la radiation.

L'indication de l'endroit désigné est publiée au Recueil électronique des sociétés et associations, conformément aux dispositions du titre I, chapitre *Vbis*, de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Art. 18.

Les entités immatriculées doivent fournir aux autorités nationales, sur simple demande et dans les trois jours de cette demande, les informations visées à l'article 3 et les informations sur leur propriétaire.

Art. 19.

Hormis les situations dans lesquelles l'accès aux informations a été limité conformément à l'article 15, les entités immatriculées doivent fournir sur demande motivée et dans les trois jours de cette demande, les informations visées à l'article 3, points 1° à 8°, 12° et 13°, et les informations sur leur propriétaire aux professionnels dans le cadre de l'exécution de leurs mesures de vigilance à l'égard de la clientèle conformément aux articles 3 à 3-3 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Chapitre 7 - Dispositions pénales

Art. 20.

- (1) Sera punie d'une amende de 1 250 euros à 1 250 000 euros l'entité immatriculée qui omet d'adresser endéans les délais visés à l'article 4, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 7, paragraphe 4, une demande d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs aux fins de l'inscription de toutes les informations sur ses bénéficiaires effectifs visées à l'article 3 et de leurs modifications.
- (2) Sera punie d'une amende de 1 250 euros à 1 250 000 euros l'entité immatriculée qui adresse sciemment une demande d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs aux fins de l'inscription des informations visées à l'article 3 qui sont inexactes, incomplètes ou non actuelles.

Art. 21.

- (1) Sera punie d'une amende de 1 250 euros à 1 250 000 euros l'entité immatriculée qui omet d'obtenir et de conserver, au lieu de son siège, toutes les informations sur ses bénéficiaires effectifs visées à l'article 3.
- (2) Sera punie d'une amende de 1 250 euros à 1 250 000 euros l'entité immatriculée qui fournit sciemment aux autorités nationales mentionnées à l'article 18 ou aux professionnels mentionnés à l'article 19 les informations visées à l'article 3 qui sont inexactes ou non actuelles.
- (3) Sera puni d'une amende de 1 250 euros à 1 250 000 euros le bénéficiaire effectif qui ne satisfait pas à son obligation prévue à l'article 17, paragraphe 1^{er}.

Chapitre 8 - Dispositions modificatives

Art. 22.

L'article 10 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises est complété par un point 4° qui prend la teneur suivante : « 4° le cas échéant, l'indication d'une mention supplémentaire prévue par la loi. »

Art. 23.

Après l'article 12 de la même loi sont insérés les articles 12bis et 12ter nouveaux suivants :

« Art. 12bis.

Est également à communiquer le numéro d'identification national de toute personne physique inscrite au registre de commerce et des sociétés, tel que prévu par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Les personnes physiques ne disposant pas d'un numéro d'identification tel que prévu par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, se voient allouer ce numéro d'identification conformément à l'article 1, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques lors de leur inscription par le gestionnaire du registre de commerce et des sociétés.

Art. 12ter.

Les adresses luxembourgeoises précises à inscrire au registre de commerce et des sociétés, en application de la présente loi, mentionnent la localité, la rue, le numéro d'immeuble, figurant ou à communiquer au Registre national des localités et des rues, prévu par l'article 2, lettre g) de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie, et le code postal. »

Art. 24.

L'article 22-1, alinéa 2, de la même loi, est modifié comme suit :

« Lorsqu'elle est électronique, cette signature doit être qualifiée au sens du règlement (UE) N° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. »

Art. 25.

L'article 22-4 de la même loi est abrogé.

Art. 26.

L'article 23 de la même loi est modifié comme suit :

1° À la lettre a), les termes « et des frais de publication au Recueil électronique des sociétés et associations » sont supprimés.

2° À la lettre b), les termes « et de frais de publication au Recueil électronique des sociétés et associations » sont supprimés.

Chapitre 9 - Disposition transitoire

Art. 27.

Les entités immatriculées disposent d'un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi pour se

conformer aux dispositions de la loi.⁹

L'accès en consultation peut être demandé à l'expiration de ce délai de six mois.

Chapitre 10 - Intitulé de citation

Art. 28.

La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante « loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs ».

Chapitre 11 - Entrée en vigueur

Art. 29.

Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.¹⁰

⁹ Ce délai expire le 31 août 2019 (inclus).

¹⁰ La loi a été publiée le 15 janvier 2019 et est entrée en vigueur le 1 mars 2019.

Règlement grand-ducal du 15 février 2019 relatif aux modalités d'inscription, de paiement des frais administratifs ainsi qu'à l'accès aux informations inscrites au Registre des bénéficiaires effectifs.

Chapitre 1^{er} - Modalités d'inscription au Registre des bénéficiaires effectifs

Art. 1^{er}.

- (1) L'entité immatriculée demande l'inscription des informations, prévues à l'article 3 de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs, par le biais du site Internet du gestionnaire.
- (2) Chaque demande d'inscription acceptée par le gestionnaire est classée dans le dossier de la personne ou entité immatriculée, tenu électroniquement par le gestionnaire.
- (3) Chaque inscription est datée du jour de l'acceptation de la demande d'inscription par le gestionnaire et se voit attribuer un numéro unique. Elle donne lieu à délivrance d'un récépissé d'acceptation de l'inscription, retourné au déclarant.
- (4) Le gestionnaire peut interdire l'accès à son site Internet à tout porteur de certificat électronique, qui en fait un usage abusif ou frauduleux avéré.

Art. 2.

Les inscriptions doivent être effectuées en langues française, allemande ou luxembourgeoise, de façon complète et exacte. Les caractères alphanumériques à utiliser sont les lettres de l'alphabet latin et les chiffres romains ou arabes. L'usage de caractères et symboles additionnels est autorisé, s'ils ont une signification dans la langue parlée.

Art. 3.

Le gestionnaire tient un relevé complet des inscriptions, selon un procédé informatique.

Art. 4.

- (1) Le bureau du gestionnaire est situé dans la commune de Luxembourg. Le gestionnaire peut avoir des bureaux dans d'autres communes du Grand-Duché de Luxembourg. Il affiche les heures d'ouverture de son bureau sur son site Internet.
- (2) Pour les entités immatriculées, qui sont dans l'impossibilité matérielle d'effectuer les inscriptions requises par la loi précitée du 13 janvier 2019 conformément à l'article 1^{er}, le gestionnaire offre en ses bureaux, une assistance d'ordre technique.

Art. 5.

Les pièces justificatives prévues à l'article 4, paragraphe 3, de la loi précitée du 13 janvier 2019 comprennent :

- 1° pour les personnes physiques non inscrites au registre de commerce et des sociétés, les pièces officielles permettant d'établir l'identité des bénéficiaires effectifs, accompagnées d'une traduction en langue française, allemande ou luxembourgeoise si les pièces officielles ne sont pas rédigées en caractères latins ;
- 2° le cas échéant la demande de limitation d'accès aux informations telle que visée à l'article 15, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée du 13 janvier 2019 ; et
- 3° le cas échéant, un document attestant que l'entité est une société dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé au Grand-Duché de Luxembourg ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans un autre pays tiers imposant des obligations reconnues comme équivalentes par la Commission européenne au sens de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et

du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé et modifiant la directive 2001/34/CE.

Art. 6.

Les demandes de limitation d'accès prévues à l'article 15 de la loi précitée du 13 janvier 2019 sont transmises au gestionnaire selon les dispositions des articles 1^{er} et 2, concomitamment ou postérieurement aux demandes d'inscription.

Chapitre II - Accès aux informations

Art. 7.

- (1) Le Registre des bénéficiaires effectifs peut être consulté gratuitement sur le site Internet du gestionnaire.
- (2) La recherche dans le Registre des bénéficiaires effectifs s'effectue par la dénomination, la raison sociale, le nom ou le numéro d'immatriculation de l'entité immatriculée au Registre de commerce et des sociétés.
- (3) L'accès des établissements de crédit, des établissements financiers ainsi que des huissiers et des notaires agissant en leur qualité d'officier public aux informations sur les bénéficiaires effectifs couvertes par une limitation d'accès accordée conformément à l'article 15, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée du 13 janvier 2019 se fait par extraits, à demander conformément à l'article 9, paragraphe 2.

Art. 8.

- (1) L'accès au Registre des bénéficiaires effectifs aux autorités nationales, définies à l'article 1^{er}, point 5°, de la loi précitée du 13 janvier 2019, doit faire l'objet d'une demande émanant de l'autorité nationale, adressée au gestionnaire.
- (2) La recherche dans le Registre des bénéficiaires effectifs par l'autorité nationale s'effectue par la dénomination, la raison sociale, le nom ou le numéro d'immatriculation de l'entité immatriculée au Registre de commerce et des sociétés ou par bénéficiaire effectif.
- (3) Les autorités nationales ont accès aux informations inscrites et historiques des entités immatriculées et rayées, contenues dans le Registre des bénéficiaires effectifs.

Art. 9.

- (1) Le gestionnaire émet des extraits et des certificats sur support papier sécurisé à en-tête du Registre des bénéficiaires effectifs ou sous format électronique, moyennant paiement de frais administratifs, prévus à l'annexe A.
- (2) Les demandes d'extraits et de certificats sont à effectuer sur le site Internet du gestionnaire.
- (3) Les extraits et certificats émis comportent la signature manuscrite ou électronique du gestionnaire.

Art. 10.

- (1) Les entités, visées par une demande de vérification émanant du gestionnaire, en application de l'article 9 de la loi précitée du 13 janvier 2019, doivent vérifier leurs informations sur le site Internet du gestionnaire.
- (2) Si l'information inscrite est adéquate, exacte et actuelle, l'entité doit confirmer ses données par le biais du site Internet du gestionnaire.
- (3) Si l'entité constate que l'information inscrite est inadéquate, inexacte, ou non actuelle, elle doit procéder à la mise à jour de ses informations, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}.

Chapitre III - Modalités de paiement

Art. 11.

- (1) Toute demande d'inscription acceptée, ainsi que toute demande d'extrait ou de certificat, donnent lieu au paiement auprès du gestionnaire de frais administratifs dont le montant est fixé à l'annexe A.
- (2) Les frais sont dus individuellement, lorsque l'inscription est effectuée par un requérant ne bénéficiant pas de l'agrément pour le paiement sur facture mensuelle prévu à l'article 12, paragraphe 2.

Art. 12.

- (1) Le paiement s'effectue par voie électronique. Cependant, les entités visées à l'article 4, paragraphe 2, peuvent procéder à un paiement des frais administratifs au comptant.
- (2) Les requérants qui effectuent régulièrement un nombre important de demandes d'inscription, d'extrait ou de certificat auprès du gestionnaire peuvent introduire une demande d'agrément pour le paiement sur facture mensuelle, établie après l'inscription des frais administratifs fixés à l'annexe A dus sur ces demandes.
- (3) La demande d'agrément contient l'engagement écrit du requérant de payer en une seule fois au gestionnaire l'intégralité des montants dus au titre des frais administratifs dans un délai de trente jours après la date d'émission de la facture établie et expédiée par le gestionnaire.
- (4) Les demandes d'agrément sont à introduire auprès du gestionnaire.
- (5) Le gestionnaire statue sur les demandes d'agrément et notifie ses décisions aux requérants. Lorsque l'agrément est accordé, un numéro de référence leur est communiqué.
- (6) Le gestionnaire peut prononcer le retrait de l'agrément sur décision motivée lorsque les montants dus au titre des frais administratifs restent impayés pendant deux mois suivant la date d'émission de la facture mensuelle établie par le gestionnaire.

Chapitre IV - Dispositions transitoires et finales

Art. 13.

Les entités soumises à la loi précitée du 13 janvier 2019 effectifs¹¹ sont exemptées du paiement des frais administratifs, fixés à l'annexe A, pendant un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.¹²

Art. 14.

Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur le 1^{er} mars 2019.

Art. 15.

Notre ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

¹¹ Le mot « effectifs » accolé à « 2019 » est le résultat d'une inadvertance du gouvernement. À l'état de projet, le règlement grand-ducal faisait référence au nom complet de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs. Le nom complet fut finalement enlevé, le mot « effectifs » étant maintenu par erreur.

¹² Ce délai expire le 31 août 2019 (inclus).

Annexe A - Tarifs**Grille de tarification du Registre des bénéficiaires effectifs**

<i>Montants en EUR hors TVA (tarifs soumis à TVA au taux de 17 %)</i>	
Type de déclaration	
Inscription	€ 15
Modification	€ 15
Extrait	
Extrait sous format papier	€ 10
Extrait sous format électronique	€ 5
Certificat de non inscription de bénéficiaire(s) effectif(s)	
Certificat sous format papier	€ 10
Certificat sous format électronique	€ 5
Autres tarifs	
Supplément pour traitement prioritaire d'une demande d'extrait ou de certificat sous format papier	€ 100
Guichet d'assistance à la déclaration	Tarif de déclaration + € 20
Demande de dérogation - article 15	Tarif de déclaration + € 200

Luxembourg Law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners

Chapter 1 - Definitions

Art. 1.

For the purposes of this law, the following definitions shall apply:

- 1° “Register of beneficial owners” means the data file in which the information on beneficial owners is kept;;
- 2° “administrator” means the economic interest grouping Luxembourg Business Registers;
- 3° “beneficial owner” means the beneficial owner defined in Article 1, paragraph 7, of the law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing, as amended:

[“beneficial owner” means any natural person(s) who ultimately owns or controls the customer and/or the natural person(s) on whose behalf a transaction or activity is being conducted and includes at least:

a) in the case of corporate entities:

i) the natural person(s) who ultimately owns or controls a legal entity through direct or indirect ownership of a sufficient percentage of the shares or voting rights or ownership interest in that entity, including through bearer shareholdings, or through control via other means, other than a company listed on a regulated market that is subject to disclosure requirements consistent with Union law or subject to equivalent international standards which ensure adequate transparency of ownership information.

A shareholding of 25 % plus one share or an ownership interest of more than 25 % in the customer held by a natural person shall be an indication of direct ownership. A shareholding of 25 % plus one share or an ownership interest of more than 25 % in the customer held by a corporate entity, which is under the control of a natural person(s), or by multiple corporate entities, which are under the control of the same natural person(s), shall be an indication of indirect ownership;

ii) if, after having exhausted all possible means and provided there are no grounds for suspicion, no person under point (i) is identified, or if there is any doubt that the person(s) identified are the beneficial owner(s), the natural person(s) who hold the position of senior managing official(s), the obliged entities shall keep records of the actions taken in order to identify the beneficial ownership under point (i) and this point;

b) in the case of fiduciaries and trusts:

i) the settlor;
ii) any fiduciaire or trustee;
iii) the protector, if any;

iv) the beneficiaries, or where the individuals benefiting from the legal arrangement or entity have yet to be determined, the class of persons in whose main interest the legal arrangement or entity is set up or operates;

v) any other natural person exercising ultimate control over the fiducie or trust by means of direct or indirect ownership or by other means;

c) in the case of legal entities such as foundations, and legal arrangements similar to trusts, the natural person(s) holding equivalent or similar positions to those referred to in point (b).]

- 4° “registered entity” means the entities registered in the Register of commerce and companies referred to in Article 1, points 2° to 15° of the law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended;

[2° commercial companies with the exception of sociétés commerciales momentanées (temporary commercial companies) and sociétés commerciales en participation (commercial companies by participation);

3° groupements d’intérêt économique [economic interest groupings];

4° groupements européens d’intérêt économique [European economic interest groupings];

- 5° Luxembourg branches of commercial and civil companies, economic interest groupings and European economic interest groupings set up under the law of another jurisdiction;
- 6° sociétés civiles [civil, i.e. non commercial, companies];
- 7° associations sans but lucratif [not for profit organisations];
- 8° fondations [charities];
- 9° associations d'épargne pension [pension savings associations];
- 10° associations agricoles [farming associations];
- 11° établissements publics de l'Etat et des communes [public institutions set up by the State or by municipalities];
- 12° associations d'assurances mutuelles [mutual insurance associations];
- 13° sociétés en commandite spéciale [special limited partnerships];
- 14° fonds communs de placement [common funds];
(Law of 1st August 2019)
- « 15° mutuelles [provident and mutual benefit institutions]; »
- 16^o¹³ other legal persons and entities whose registration is provided by law.]

5° “National authority” means the following authorities, administrations/agencies and entities:

- a) the *procureur général d'État* [senior public prosecutor], the *procureur d'État* [public prosecutor] as well as their deputies;
- b) the *juges d'instruction* [investigating judges];
- c) the *cellule de renseignement financier* [Financial Intelligence Unit];
- d) the officers of the judicial police referred to in Article 10 of the Code of criminal procedure authorised by the director general of the Grand-Ducal Police;
- e) the *Commission de surveillance du secteur financier* [CSSF, Financial Sector Supervisory Commission];
- f) the *Commissariat aux assurances* [CAA or Insurance Commission];
- g) the *Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA* [Registration, Estate and VAT Authority];
- h) the *Administration des douanes et accises* [Customs and Excise];
- i) the *Service de renseignement de l'Etat* [State Intelligence Service];
- j) the *Administration des contributions directes* [Inland Revenue];
- k) the *Ministère des affaires étrangères et européennes* [Ministry of Foreign and European Affairs] within its specific competences as regards the fight against money laundering and terrorist financing;
- l) the *Ministère des finances* [Ministry of Finance] within its specific competences as regards the fight against money laundering and terrorist financing;
- m) the *Office du contrôle des exportations, importations et du transit* [Supervising agency for exports, imports and transit].

6° “professionals” means the persons referred to in Article 2 of the law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing, as amended.

[Art. 2 Scope

This title applies to the following natural or legal persons:

1. credit institutions and professionals of the financial sector (PFS) licensed or authorised to exercise their activities in Luxembourg in accordance with the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended and payment institutions and electronic money institutions licensed or authorised to exercise their activities in Luxembourg in accordance with the law of 10 November 2009 on payment services;

1a. the natural and legal persons benefiting from a waiver in accordance with Article 48 or 48- 1 of the law of 10 November 2009 on payment services;

¹³ Following the renumbering of point 15° of Article 1 of the amended law of 19 December 2002 as point 16° by the law of 1st August 2019 on *mutuelles* [provident and mutual benefit institutions], the unchanged cross-reference by point 4° of article 1 of the RBE law to points 2° to 15° of article 1 of the law of 2002 will no longer cover such «other legal persons and entities» which are required to be registered at the RCS and which will from that time on be featured in point 16°.

2. insurance undertakings licensed or authorised to exercise their activities in Luxembourg in accordance with the law of 7 December 2015 on the insurance sector, as amended, in connection with operations covered by Annex II of the law of 7 December 2015, as amended, and insurance intermediaries licensed or authorised to conduct business in Luxembourg in accordance with the law of 7 December 2015 on the insurance sector, as amended, when they act in respect of life insurance and other investment related services;
- 2a. The professionals of the insurance sector authorised to carry out their business in Luxembourg pursuant to the Law of 7 December 2015 on the insurance sector, as amended;
3. pension funds under the prudential supervision of the Commissariat aux assurances;
4. undertakings for collective investment and investment companies in risk capital (SICAR), which market their units, securities or partnership interest and to which the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended, or the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds or the law of 15 June 2004 relating to the Investment company in risk capital (SICAR) applies;
5. management companies under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment which market units, securities or partnership interest of undertakings for collective investment or perform additional or auxiliary activities within the meaning of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment;
6. pension funds under the prudential supervision of the Commission de surveillance du secteur financier;
- 6a. managers and advisors of undertakings for collective investment, investment companies in risk capital (SICAR) and pension funds;
- 6b. securitisation undertakings, when they perform trust and company service provider activities;
- 6c. insurance and reinsurance undertakings and their intermediaries whenever they perform credit and surety operations;
- 6d. alternative investment fund managers governed by the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and which market units, securities or partnership interests of alternative investment funds or which carry out additional or non-core activities within the meaning of Article 5(4) of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers;
- 6e. any person carrying out the activity of Family Office within the meaning of the Law of 21 December 2012 relating to the activity of Family Office;
7. the other financial institutions carrying out their activities in Luxembourg;
8. réviseurs d'entreprises (statutory auditors), réviseurs d'entreprises agréés (approved statutory auditors), cabinets de révision (audit firms) and cabinets de révision agréés (approved audit firms) within the meaning of the law of 18 December 2009 concerning the audit profession;
9. accountants, within the meaning of the law of 10 June 1999 on the organisation of the accounting profession;
- 9a. accounting professionals, within the meaning of Article 2(2)(d) of the law of 10 June 1999 on the organisation of the accounting profession;
10. real estate agents, within the meaning of the Law of 2 September 2011 regulating the access to the professions of craftsman, salesman, industrial as well as to some liberal professions, as amended, established or acting in Luxembourg;
11. notaries, within the meaning of the law of 9 December 1976 on the organisation of the profession of notary, as amended;
- 11a. bailiffs within the meaning of the Law of 4 December 1990 on the organisation of bailiffs, as amended, where they carry out valuation and public sales of furniture, movables and harvests;
12. lawyers, within the meaning of the law of 10 August 1991 on the legal profession, as amended when:
 - (a) assisting in the planning or execution of transactions for their customer concerning the
 - (i) buying and selling of real property or business entities,

- (ii) managing client money, securities or other assets,
 - (iii) opening or management of bank, savings or securities accounts,
 - (iv) organisation of contributions necessary for the creation, operation or management of companies,
 - (v) creation, domiciliation, operation or management of trusts, companies or other similar structures,
- (b) or acting for and on behalf of their customer in any financial or real estate transaction;
- (c) or providing a service of trust and company service provider;
- (d) or carrying out the activity of Family Office.

13. persons other than those listed above who exercise in Luxembourg on a professional basis an activity of tax or economic advice or one of the activities described in (12)(a) and (b);

13a. persons other than those listed above who exercise on a professional basis in Luxembourg a trust and company service provider activity;

14. providers of gambling services governed by the Law of 20 April 1977 on gaming and betting on sporting events, as amended, acting in the exercise of their professional activities;

14a. operators in a free zone authorised to carry out their activity pursuant to an authorisation by the Administration des douanes et accises (Customs and excise) within the Community control type 1 free zone located in the municipality of Niederanven Section B Senningen called Parishaff L-2315 Senningerberg (Hoehenhof).

15. other natural or legal persons trading in goods, only to the extent that payments are made or received in cash in an amount of EUR 10,000 or more, whether the transaction is executed in a single operation or in several operations which appear to be linked.

(2) Credit institutions and all other persons listed above are collectively referred to hereafter as "professionals".

The scope of application of this title and hence the notion of professional also includes branches in Luxembourg of foreign professionals as well as professionals established under the laws of foreign countries who supply services in Luxembourg without establishing any branch in Luxembourg.]

Chapter 2 - Creation of the Register of beneficial owners

Art. 2.

There is established, under the authority of the [Minister of Justice], a register under the name of "Registre des bénéficiaires effectifs" ("Register of beneficial owners"), in short "RBE", whose purposes are to preserve and make available information on beneficial owners of registered entities.

Chapter 3 - Registration and preservation of the information on beneficial owners in the Register of beneficial owners

Art. 3.

(1) The following information on beneficial owners of registered entities shall be registered and kept in the Register of beneficial owners:

- 1° name;
- 2° first name(s);
- 3° nationality(ies);
- 4° day of birth;
- 5° month of birth;
- 6° year of birth;
- 7° place of birth;

- 8° country of residence;
- 9° the precise private or professional address mentioning:
- a) for addresses in the Grand Duchy of Luxembourg: the habitual residence set out in the *Registre national des personnes physiques* (National Registry of Natural Persons) or, for professional addresses, the locality¹⁴, street and building number appearing in the *Registre national des localités et des rues* (National Registry of Localities and Streets) provided for in Article 2, letter g) of the amended law of 25 July 2002 reorganising the *Administration du cadastre et de la topographie*, and the postal code;
 - b) for addresses abroad: the locality, street and number of the building abroad, the postal code and the country;
- 10° for persons registered in the National Registry of Natural Persons: the identification number provided for by the amended law of 19 June 2013 on the identification of natural persons;
- 11° for non-resident persons not registered in the National Registry of Natural Persons: a foreign identification number;
- 12° the type of beneficial interests held;
- 13° the extent of beneficial interests held.

(2) As an exception to paragraph 1, companies whose securities are admitted to trading on a regulated market in the Grand Duchy of Luxembourg or in another State member to the Agreement on the European Economic Area or in another third country imposing obligations recognised as equivalent by the European Commission within the meaning of Directive 2004/109/EC of the European Parliament and of the Council of 15 December 2004 on the harmonisation of transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market and amending Directive 2001/34/EC, only register the name of the regulated market on which their securities are admitted to trading.

Art. 4.

(1) The registration of the information referred to in Article 3 and any amendments thereto shall be applied for by the registered entity or by its representative within one month from the time the registered entity became aware or should have become aware of the event that makes the registration or the amendment necessary. The notary passing the deed of incorporation of the registered entity or any amendment thereof may also apply for the registration of the information referred to in Article 3 and any amendments thereto.

(2) The information referred to in Article 3 must be adequate, accurate and current.

(3) An application for the registration of the information referred to in Article 3 and any amendments thereto shall include the supporting documents provided by Grand-Ducal Regulation.¹⁵

Art. 5.

(1) The Minister of Justice has the capacity of controller within the meaning of Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, and repealing Directive 95/46/EC (General Data Protection Regulation).

(2) The administrator is responsible for the registration, safeguarding, administrative management and provision of the information on beneficial owners in accordance with the provisions of this law. The administrator has the capacity of processor of the file within the meaning of the above-mentioned Regulation (EU) 2016/679.

(3) Without prejudice to other channels of communication provided for in this law, any communication between the administrator and the registered entity shall be made using a secure electronic method keeping track of the transmission.

(4) The administrator is not responsible for the content of the registered information.

(5) The administrator may enter the information on beneficial owners of a registered entity in the Register of beneficial owners at the request and on behalf of the registered entity.

(6) The *Centre des technologies de l'information de l'Etat* [the Government IT Center] is responsible for the

¹⁴ Means the city, town or village.

¹⁵ See art 5 of the Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as on the access to the information registered in the Register of beneficial owners.

information technology management of the file within the meaning of the above-mentioned Regulation (EU) 2016/679.

(7) The *Centre des technologies de l'information de l'Etat* [Government IT Center] also has the capacity of processor of the file within the meaning of the above-mentioned Regulation (EU) 2016/679.

Art. 6.

(1) The application for registration referred to in Article 4, paragraphs 1 and 3, shall be made electronically on the website of the administrator in accordance with the arrangements to be provided by Grand-Ducal Regulation.¹⁶

(2) The administrator shall carry out the registration prescribed by law within three business days following the submission of the application for registration referred to in Article 4, paragraphs 1 and 3.

Art. 7.

(1) The administrator shall refuse any application for registration which is incomplete or does not comply with legal and regulatory provisions. The administrator shall also refuse to register or modify information which does not match the supporting documents.

In case of refusal of the registration application by the administrator for one of the reasons referred to in the preceding paragraph, the administrator shall request the relevant registered entity or, where appropriate, its authorised representative, to rectify its application by completing, amending or withdrawing the information contained in the application made by the registered entity, or by submitting the required supporting documents.

Such registered entity shall have fifteen days from the date of issuance of the request for regularisation made by the administrator to comply with such request.

(2) If the application still fails to comply with legal and regulatory provisions or if the missing information or supporting documents still have not been provided within the time limit provided for in paragraph 1, subparagraph 3, the administrator shall notify the relevant registered entity of its refusal to register. The refusal must be reasoned. It must mention the possibility for the registered entity to make a judicial appeal by indicating the judge having jurisdiction, the procedure to be followed and the deadline.

The notifications are made by the administrator by sending a registered letter with acknowledgment of receipt.

(3) An appeal against the decision to register or the refusal to register can be made by any interested party. The appeal is brought before the judge presiding the chamber of the *Tribunal d'Arrondissement* (District Court) dealing with commercial matters for merchants and before the president of the *Tribunal d'Arrondissement* (District Court) dealing with civil matters for the persons referred to in Article 1, points 6°, 7°, 8°, 10° and 11° of the law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended.

The action is brought and passed on by the court in the same manner as for urgency matters in accordance with Articles 934 to 940 of the New Code of Civil Procedure.

(4) Any [court] decision ordering a registration or an amendment of a registration which has become final shall be implemented by the administrator.

In case the refusal of the administrator to carry out the registration is confirmed by a [court] decision which has become final, the relevant registered entity must, within fifteen days of service of the decision, make its application compliant with the law or provide the missing information.

If the registered entity fails to make its request compliant with legal and regulatory provisions or to provide the missing information, the administrator shall transmit the file of such registered entity to the *procureur d'Etat* (public prosecutor).

Art. 8.

(1) Each person with access to information in the Register of beneficial owners pursuant to Article 11 as well as each professional is required to inform the administrator upon, and within thirty days of, its noticing either the

¹⁶ See chapter 1 of the Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administration costs as well as on the access to the information registered in the Register of beneficial owners.

existence of erroneous data or the absence of all or part of the data in the Register of beneficial owners, or a registration, amendment or deletion failure.

(2) The procedure of Article 9 is applicable.

(3) Whilst the procedure of Article 9 is ongoing, a specific reference to the finding referred to in paragraph 1 shall be registered by the administrator in the Register of beneficial owners.

Art. 9.

(1) In the cases referred to in Article 8, paragraph 1, the administrator shall by simple letter request the registered entities to provide or update the registered information.

(2) In addition to the cases referred to in Article 8, paragraph 1, the administrator may by simple letter request the registered entity to provide or update registered information.

(3) Registered entities to whom a request by the administrator within the meaning of paragraphs 1 or 2 has been addressed must verify their entries and respond to the administrator in accordance with a procedure determined by the administrator.

(4) If there is no response within thirty days of the date of dispatch of the request of the administrator to the registered entity, the administrator transmits the file of such registered entity to the procureur d'État (public prosecutor).

Art. 10.

(1) The information referred to in Article 3 as well as applications for registration shall be kept by the Register of beneficial owners for five years after the date of the de-registration of the registered entity from the Register of commerce and companies.

(2) The supporting documents referred to in Article 4, paragraph 3, shall be kept by the Register of beneficial owners for five years.

Chapter 4 - Access to the Register of beneficial owners

Art. 11.

(1) In the context of the performance of their duties, national authorities shall have access to the information referred to in Article 3.

(2) The implementation arrangements regarding the granting of access to national authorities shall be laid down by Grand-Ducal Regulation.¹⁷

Art. 12.

Access to the information referred to in Article 3, paragraph 1, points 1° to 8°, 12° and 13° shall be available to any person.

Art. 13.

(1) Access for searching the Register of beneficial owners by the authorities and persons referred to in Articles 11 and 12 shall be via electronic means in accordance with the access arrangements laid down by Grand-Ducal Regulation.

The search criteria are laid down by Grand-Ducal Regulation.¹⁸

(2) The information technology system through which access to the Register of beneficial owners is granted to the authorities referred to in Article 11 must be set up in a manner that access to the files is protected by means of a strong authentication, that the information relating to the person who conducted a search, the information

¹⁷ See art 8 of the Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as on the access to the information registered in the Register of beneficial owners.

¹⁸ See articles 7 and 8 of the Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as on the access to the information registered in the Register of beneficial owners.

viewed, the date, the time and the reference of the file in which the search was made as well as

the precise reason for the search can be tracked. Log data must be kept for a period of five years from the date it was logged, after which it shall be erased.

(3) No information regarding a search of data made by an authority referred to in Article 11 may be communicated to the registered entities concerned or their beneficial owners.

The administrator shall make sure that the searching of data in the Register of beneficial owners can be carried out without the relevant registered entity or its beneficial owners being notified thereof.

Art. 14.

The administrator issues excerpts in electronic or paper format containing the information referred to in Article 3 pursuant to the conditions laid down in Articles 11 and 12.¹⁹

Art. 15.

(1) A registered entity or a beneficial owner may request, on a case-by-case basis and in the following exceptional circumstances, on the basis of a duly reasoned application to the administrator, to limit access to the information referred to in Article 3 to national authorities, credit institutions and financial institutions as well as to bailiffs and notaries acting in their capacity as public officials, where such access would expose the beneficial owner to a disproportionate risk, a risk of fraud, kidnapping, blackmail, extortion, harassment, violence or intimidation or where the beneficial owner is a minor or otherwise incapacitated.²⁰

(2) The administrator shall provisionally limit the access to the information referred to in Article 3 to national authorities upon receipt of the application and until notification of its decision, and, in case of refusal of the request, for an additional period of fifteen days. In the event of an appeal against a decision of refusal, the limited access to the information is maintained in place until the decision of refusal can no longer be appealed.

(3) A limitation of access to information may be granted only for the duration of the circumstances which justify the limitation without exceeding a maximum period of three years. It may be renewed by a decision of the administrator, on the basis of a reasoned application for renewal made by the registered entity or the beneficial owner and addressed to the administrator no later than one month before the expiration date of the limitation.

(4) A notice indicating the limitation of access to information and the date of such decision shall be published in Register of beneficial owners by the administrator.

(5) Any interested party intending to contest a decision made by the administrator pursuant to paragraphs 2 or 3, may file an appeal against such decision in accordance with the provisions of Article 7, paragraph 3, within 15 days of the publication of the notice referred to in paragraph 4.

Article 7, paragraph 4 is applicable.

Chapter 5 - Special provisions regarding the operation of the Register of beneficial owners

Art. 16.

The remuneration of the administrator for the operation and usage costs of the Register of beneficial owners is laid down by a Grand-Ducal Regulation within the limits of the operating and usage costs [actually] incurred.

¹⁹ See article 9 of the Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as on the access to the information registered in the Register of beneficial owners.

²⁰ Literally translated from the French (including use of kommata), there being a debate whether this should be read as: “(...) expose the beneficial owners to a disproportionate risk of fraud, kidnapping, blackmail, etc.”

Chapter 6 - Provision, obtainment and preservation of information on beneficial owners

Art. 17.

- (1) Each beneficial owner of a registered entity shall provide the latter with the information necessary for it to fulfill its obligations pursuant to Articles 3, 4, 7 and 9.
- (2) Registered entities must obtain and keep, at their registered office, the information on their beneficial owners referred to in Article 3, as well as the corresponding supporting documents.
- (3) This information must be adequate, accurate and current.
- (4) In case of de-registration from the register of commerce and companies following the dissolution of a registered entity, the registered entity must designate the place where the information referred to in Article 3 and the corresponding supporting documents are kept for five years after the date of the de-registration.

The indication of the designated place is published in the *Recueil électronique des sociétés et associations*, in accordance with the provisions of Title I, Chapter *Vbis*, of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended.

Art. 18.

Registered entities must provide to the national authorities, on request and within three days of such request, the information referred to in Article 3 and the information on their owner.

Art. 19.

With the exception of situations in which access to information has been limited in accordance with Article 15, the registered entities must provide, upon a reasoned request and within three days of such request, the information referred to in Article 3, points 1° to 8°, 12° and 13° and information on their proprietors²¹ to professionals in the context of the latters' performance of their customer due diligence in accordance with Articles 3 to 3-3 of the law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing, as amended.

Chapter 7 - Criminal law provisions

Art. 20.

- (1) A registered entity which fails to submit, within the time limits referred to in Article 4, paragraph 1, subparagraph 1 and Article 7, paragraph 4, an application for registration in the Register of beneficial owners in order to register all the information on its beneficial owners referred to in Article 3 and their modification, shall be punished with a fine of 1,250 euros to 1,250,000 euros.
- (2) A registered entity which knowingly submits an application for registration to the Register of beneficial owners in order to register information referred to in Article 3 which is inaccurate, incomplete or not current shall be punished with a fine of 1,250 euros to 1,250,000 euros.

Art. 21.

- (1) A registered entity which fails to obtain and keep, at its registered office, all the information on its beneficial owners referred to in Article 3 shall be punished with a fine of 1,250 euros to 1,250,000 euros.
- (2) A registered entity which knowingly provides to the national authorities referred to in Article 18 or to the professionals referred to in Article 19, information referred to in Article 3 which is inaccurate or not current shall be punished with a fine of 1,250 euros to 1,250,000 euros.
- (3) A beneficial owner who fails to fulfill his obligation under Article 17, paragraph 1 shall be punished with a

²¹ The French text uses the term "*propriétaire*" and not the term "*bénéficiaire effectif*" (beneficial owner).

fine of 1,250 euros to 1,250,000 euros.

Chapter 8 - Amending provisions

Art. 22.

Article 10 of the law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, is completed by a point 4° which takes the following content:

"4° where applicable, the indication of an additional mention provided for by law."

Art. 23.

After Article 12 of the same law, are inserted the following new Articles 12bis and 12ter:

"Art. 12bis.

Shall also be communicated the national identification number of any natural person registered in the register of commerce and companies, as provided by the law of 19 June 2013 on the identification of natural persons, as amended.

Natural persons who do not have an identification number as provided for by the law of 19 June 2013 on the identification of natural persons, as amended, are allocated such an identification number in accordance with Article 1, paragraph 2, sub-paragraph of the law of 19 June 2013 on the identification of natural persons, as amended at the time of their registration by the administrator of the register of commerce and companies.

Art. 12ter.

The precise Luxembourg addresses to be entered in the register of commerce and companies, pursuant to the present law, shall mention the locality, the street, the building number appearing on or to be communicated to the *Registre national des localités et des rues* (National Registry of Localities and Streets), as provided for in Article 2, letter g) of the amended law of 25 July 2002 reorganising the *Administration du cadastre et de la topographie*, and the postal code."

Art. 24.

Article 22-1, paragraph 2, of the same law is amended as follows:

"If in electronic form, this signature must be qualified as provided in Regulation (EU) N° 910/2014 of the European Parliament and of the Council of 23 July 2014 on electronic identification and trust services for electronic transactions in the internal market and repealing Directive 1999/93/EC."

Art. 25.

Article 22-4 of the same law is repealed.

Art. 26.

Article 23 of the same law is amended as follows:

1° In letter a), the words "and the fees for publication in the *Recueil électronique des sociétés et associations*" are deleted.

2° In letter b), the words "and the fees for publication in the *Recueil électronique des sociétés et associations*" are deleted.

Chapter 9 - Transitional provision

Art. 27.

Registered entities must comply with the provisions of this law no later than six months after its entry into force.²²

Access for consultation may be requested after the expiry of this six-month period.

Chapter 10 - Quotation of the law

Art. 28.

Reference to this law shall be made as "Law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners".

Chapter 11 - Entry into force

Art. 29.

The provisions of this law shall enter into force on the first day of the second month following the month of its publication in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg.²³

²² This time limit ends on 31 August 2019 (inclusive).

²³ The law was published on 15 January 2019 and entered into force on 1st March 2019.

Grand-Ducal Regulation of 15 February 2019 on the arrangements regarding registration and payment of administrative costs as well as the access to the information registered in the Register of beneficial owners

Chapter 1 - Arrangements regarding registration in the Register of beneficial owners

Art. 1.

- (1) The registered entity shall apply for registration of the information provided for in Article 3 of the law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners through the administrator's website.
- (2) Each application for registration accepted by the administrator shall be recorded in the file of the registered person or entity electronically kept by the administrator.
- (3) Each registration is dated the day on which the application for registration is accepted by the administrator and is assigned a unique number. Such acceptance shall generate a receipt of acceptance of the registration which is forwarded to the applicant.
- (4) The administrator may prevent the access to its website to any electronic certificate holder who is found to make an abusive or fraudulent use thereof.

Art. 2.

Registrations must be made in French, German or Luxembourgish, in a complete and accurate manner. The alphanumeric characters to be used are the letters of the Latin alphabet and Roman or Arabic numerals. The use of additional characters and symbols is allowed, if they have a meaning in the spoken language.

Art. 3.

The administrator keeps a complete record of the registrations, using an electronic process.

Art. 4.

- (1) The administrator's office is located in the municipality of Luxembourg. The administrator may have offices in other municipalities of the Grand Duchy of Luxembourg. The administrator shall post its office opening hours on its website.
- (2) The administrator shall provide technical assistance in its offices to registered entities which are materially unable to effect the registrations required by the above-mentioned law of 13 January 2019 in accordance with Article 1.

Art. 5.

The supporting documents referred to in Article 4, paragraph 3 of the above-mentioned law of 13 January 2019 include:

- 1° for natural persons who are not registered in the Register of commerce and companies, official documents establishing the identity of the beneficial owners, accompanied by a French, German or Luxembourgish translation if the official documents are not drafted in Latin characters;
- 2° if applicable, the application for a limitation of access to information as referred to in Article 15, paragraph 1 of the above-mentioned law of 13 January 2019; and
- 3° if applicable, a document certifying that the entity is a company whose securities are admitted to trading on a regulated market in the Grand Duchy of Luxembourg or in another State member to the Agreement on the European Economic Area or in another third country imposing obligations recognised as equivalent by the European Commission within the meaning of Directive 2004/109/EC of the European Parliament and of the

Council of 15 December 2004 on the harmonisation of transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market and amending Directive 2001/34/EC.

Art. 6.

Applications for the limitation of access provided for in Article 15 of the above-mentioned law of 13 January 2019 are transmitted to the administrator in accordance with the provisions of Articles 1 and 2 at the same time as or after applications for registration.

Chapter II - Access to information

Art. 7.

- (1) The Register of beneficial owners may be accessed free of charge on the administrator's website.
- (2) A search in the Register of beneficial owners is carried out using either the corporate name, the firm name, the name or the registration number of the registered entity in the Register of commerce and companies.
- (3) Access to information on beneficial owners covered by a limitation of access granted in accordance with Article 15, paragraph 1 of the above-mentioned law of 13 January 2019 by credit institutions, financial institutions as well as bailiffs and notaries acting in their capacity as public officials, is made by excerpts to be requested in accordance with Article 9, paragraph 2.

Art. 8.

- (1) Access to the Register of beneficial owners by the national authorities defined in Article 1, point 5° of the above-mentioned law of 13 January 2019, shall require a request by the national authority addressed to the administrator.
- (2) A search in the Register of beneficial owners made by a national authority is carried out using either the corporate name, the firm name, the name or the registration number of the registered entity in the Register of commerce and companies or [the name of the] beneficial owner.
- (3) National authorities shall have access to the registered and historical information of the registered and de-registered entities contained in the Register of beneficial owners.

Art. 9.

- (1) The administrator shall issue excerpts and certificates in secure paper format on the letterhead of the Register of beneficial owners or in electronic format against payment of the administrative costs set out in Annex A.
- (2) Requests for excerpts and certificates shall be made on the administrator's website.
- (3) Excerpts and certificates issued shall contain the handwritten or electronic signature of the administrator.

Art. 10.

- (1) Entities who receive a verification request from the administrator pursuant to Article 9 of the above-mentioned law of 13 January 2019, must verify their information which is on the administrator's website.
- (2) If the information entered is adequate, accurate and current, the entity shall confirm its data through the administrator's website.
- (3) If the entity realises that the information registered is inadequate, inaccurate or not current, it shall update its information in accordance with Article 1.

Chapter III - Arrangements regarding payment

Art. 11.

(1) Any accepted application for registration, as well as any request for an excerpt or certificate, shall give rise to payment to the administrator of the administrative costs set out in Annex A.

(2) Administrative costs will be due once per individual if the registration is made by an applicant who is not approved for payments by way of monthly invoice as provided for in Article 12, paragraph 2.

Art. 12.

(1) Payments are made electronically. However, the entities referred to in Article 4, paragraph 2 may pay the administrative costs in cash.

(2) Applicants who regularly make a large number of applications to the administrator for registration, for excerpts or for certificates, may request to be authorised to make payment on the basis of a monthly invoice, which shall be prepared after the administrative costs set out in Annex A due for these applications have been recorded.

(3) Such a request shall include the applicant's written undertaking to pay to the administrator all amounts due as administrative costs as a single payment within 30 days of the date of issuance of the invoice prepared and dispatched by the administrator.

(4) Requests must be filed with the administrator.

(5) The administrator shall decide on the requests and notify the applicants of its decisions. If approval is granted, a reference number is provided to the applicant.

(6) The administrator may withdraw the authorisation by reasoned decision when the amounts due for administrative costs remain unpaid for two months following the date of issuance of the monthly invoice prepared by the administrator.

Chapter IV - Transitional and final provisions

Art. 13.

Entities subject to the above-mentioned law of 13 January 2019 beneficial²⁴ are exempted from the payment of the administrative costs set out in Annex A for a period of six months after the entry into force of this regulation.²⁵

Art. 14.

This Grand-Ducal Regulation shall enter into force on 1 March 2019.

Art. 15.

The Minister of Justice is responsible for the implementation of this regulation which shall be published in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg.

²⁴ The word "beneficial" attached to "2019" is the result of an oversight of the government. In draft form, the Grand-Ducal Regulation referred to the entire name of the law of 13 January 2019 creating a Register of beneficial owners. The entire name was finally removed, whilst the word "beneficial" was mistakenly retained.

²⁵ This period ends on 31 August 2019 (inclusive).

Annex A - Tarifs

Fee Schedule of the Register of beneficial owners

<i>All amounts are in EUR without VAT (fees are subject to VAT at 17%)</i>	
Type of declaration	
Registration	€ 15
Amendment	€ 15
Extract	
Extract in paper form	€ 10
Electronic extract	€ 5
Certificate of absence of registration of beneficial owner(s)	
Certificate in paper form	€ 10
Electronic certificate	€ 5
Other fees	
Supplement for priority treatment of a request for an extract or certificate in paper form	€ 100
Support desk for applications	Declaration fee + € 20
Derogation request – article 15	Declaration fee + € 200

ELVINGER HOSS PRUSSEN TEAM

For further information, please liaise with your usual contact person at Elvinger Hoss Prussen or any of the partners and counsel listed below:



ANDRÉ HOFFMANN
andrehoffmann@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-2311



PIT RECKINGER
pitreckinger@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-2321



GAST JUNCKER
gastjuncker@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-5233



SOPHIE DUPIN
sophiedupin@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-5464



ANNA HERMELINSKI-AYACHE
annahermelinskiayache@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-7051



KATRIEN VERANNEMAN
katrienveranneman@elvingerhoss.lu
T. +352 44 66 44-2144



Contact us to discuss how we can support
your business with Luxembourg legal matters.

LUXEMBOURG | HONG KONG

Elvinger Hoss Prussen

NEW YORK

Elvinger SARL PLLC

